

Discours prononcé par le Président Théodore Sindikubwabo à Butare le 19 avril et transmis sur les antennes de Radio Rwanda le 21 avril 1994.

"...et Gikongoro ¹, je suis venu me rendre compte des choses qui, semble-t-il, se passent ici, en particulier en ce qui concerne les problèmes de sécurité. A Gikongoro, ainsi que vous l'avez appris par la radio, j'ai eu une réunion avec les responsables de la sécurité. La réunion était dirigée par le préfet lui-même. Il m'a posé beaucoup de questions ... ils m'ont posé beaucoup de questions.

L'une de ces questions vient d'être posée ici aussi. J'y répondrai de la même manière qu'à Gikongoro.

Ceux qui ont pris la parole avant moi... les ministres qui ont parlé avant moi, y compris d'ailleurs le Premier ministre, ont donné la même réponse ². La question concerne les gens que vous appelez aujourd'hui les réfugiés. Qui sont-ils aujourd'hui?

Je suis passé dans la commune Maraba. Par chance j'ai pu rencontrer le responsable de cette commune [le bourgmestre] et quelques uns des habitants qui étaient là. Je me suis ensuite rendu à la commune de Nyakizu. Là, je n'ai pas pu voir le responsable. Il était en mission. Je me suis entretenu avec quelques personnes qui étaient là et elles m'ont saisi de la question des réfugiés qui sont à la paroisse de Nyumba. J'ai vu une population terrorisée par des réfugiés qui détiennent de puissantes armes, des fusils et des grenades. Selon cette population, il y aurait sur la colline qui fait face à la commune un autre attroupement de personnes armées de fusils et de grenades. Les uns sont au sommet de la colline - un ministre nous a dit comment ils font - ; les autres sont à la paroisse, alors qu'un peuple sans défense est condamné à errer ³.

Je voudrais que quelqu'un m'explique bien cette question des réfugiés. Personnellement, je ne l'ai pas encore comprise. Est-ce les Hutu qui ont fui? Est-ce les Tutsi qui ont fui? Qui sont ces réfugiés? Qu'est-ce qu'ils ont fui? C'est une question que quelqu'un a posée.

A Gikongoro, les gens ont dit : "donnez-nous des gendarmes". La même demande a été exprimée ici aussi. Comme je l'ai dit au préfet de Gikongoro, l'Etat n'a pas beaucoup de gendarmes. En plus ils ont aujourd'hui d'autres missions liées à la situation exceptionnelle dans laquelle on se trouve... Ils veillent à la sécurité du pays. Vous pensez bien sûr que la situation est exceptionnelle ici. C'est évident. Mais s'il en est ainsi, qui doit agir?

J'ai posé hier cette question à quelques personnes et leur réponse, bien que courageuse, m'a beaucoup peiné. Je leur demandais s'il existe encore des hommes dans leur commune. Quelqu'un m'a dit : "il en reste très peu".

¹. Dans l'enregistrement dont nous disposons, il manque le début du discours. La mention de Gikongoro (et les précisions dans la suite du discours) indiquent que le Président était en tournée dans le sud-ouest du pays : Préfectures de Gikongoro et Butare, communes de Maraba et Nyakizu ... pour appeler le peuple à se défendre, à "travailler" (voir note n° 7). Il est accompagné de plusieurs membres de son gouvernement, dont le Premier ministre, et de journalistes.

². On remarquera tout au long de ce discours la volonté de faire partager largement la décision et la responsabilité. Le Président veut démontrer qu'il dirige un gouvernement uni, que la situation n'est plus celle où les chefs de gouvernement s'opposaient à Habyarimana. Au passage, il indique aux militants des partis politiques que leurs leaders participent pleinement aux décisions du nouveau gouvernement - qui en retire un surcroît de légitimité.

³ En avril 1994, à Butare comme ailleurs, les populations menacées se réfugient dans les églises : le Président affirme que ces populations sont armées, ce qui justifiera les tueries dans ces lieux. Sur les ondes de RTLM, Valérie Bemmerli dit la même chose : les réfugiés sont armés, ils sont donc une menace, ce qui justifie leur extermination.

Qu'est-il arrivé aux autres, lui ai-je demandé. Vous serez vous même tristes de savoir ce qu'il m'a répondu : "les autres ont sombré dans la corruption"⁴. Voilà c'est écrit!⁵

Un citoyen ordinaire ... qui est inquiet ... je vous ai dit que les gendarmes...

Peut-être n'avez-vous pas eu connaissance de nos recommandations - ou vous n'avez pas compris ce que nous vous avons demandé. Ou alors, vous l'avez compris et vous refusez d'obéir. Seulement, nous ignorons les raisons de ces refus. Chacun devrait être le garant de la sécurité de son voisin.

J'ai évoqué le cas des gens qui prétendent tout savoir. Le journaliste qui était présent a tout noté, il n'a pas tout dit⁶, mais il a tout enregistré sur sa bande magnétique. Il y a des irresponsables! C'est ce que j'ai dit au préfet de Gikongoro et à ceux qui étaient avec lui. Il y en a ici aussi à Butare. Il y a également des prétentieux. J'ai même appris avec une grande peine une chose que j'ignorais : certaines autorités de Butare seraient allées s'exercer au maniement des armes pour nous combattre. Je suis heureux que le Premier ministre vous ait dit que nous sommes prêts à les combattre, sauf qu'à un titre particulier, je souhaite personnellement les connaître.

J'ai dit que j'étais heureux de pouvoir faire une réunion avec vous. Elle m'a appris des choses que je ne connaissais pas. Je me félicite de l'investiture du nouveau préfet en ma présence, je fais partie de ses sujets. Il nous a dit qu'il fera tout son possible pour remplir sa mission. Il a demandé notre contribution. Monsieur le préfet, soyez d'avance assuré de mon appui, parce que je suis un de vos sujets.(applaudissements)

Il m'est également agréable de voir que plusieurs ministres du gouvernement sont présents à cette réunion. Cela doit être pour vous un signe. Le Premier ministre l'a bien dit : les précédents gouvernements se contentaient de parler à la radio, c'était des gouvernements de paroles..., insolents, corrompus, traîtres. De pareils gouvernements, il n'y en aura plus. (applaudissements)

Notre gouvernement, qui s'est appelé le "gouvernement de salut public", n'utilisera pas ces mauvaises méthodes que nous avons connues et que nous avons condamnées. Nous les avons connues, nous étions là, nous les avons condamnées mais nous étions impuissants. Maintenant nous avons la possibilité de les corriger.

Une dernière chose, et là je serai bref : je voudrais, au nom du gouvernement, dire au nouveau Préfet quelle est sa mission. Je suis né et j'ai grandi ici à Butare. C'est là que j'habite. C'est dire que je connais cette région de Butare. Il y a peut-être des choses que j'ignore, mais il y a beaucoup de choses que je sais. Vous-même vous êtes nés et vous avez grandi ici. Il y a donc des choses que vous savez... Mais je crois qu'il y a une chose que nous savons tous : à Butare il y a une chose qu'on appelle "ubwiru", en français je dirais un mythe. J'ai essayé de le traduire en kinyarwanda, c'est l'"ubwiru". Les nombreuses personnes originaires de Butare qui sont ici, dont certaines ont à peu près le même âge que moi, auraient parfaitement le droit, si elles estiment que je me trompe, de me ramener dans le droit chemin en me disant qu'à Butare il n'y a pas de mythe. Mon coeur n'en serait qu'apaisé. Je voudrais vous dire aussi, monsieur le préfet, qu'à Butare, il y a le mensonge. Conjugés, le mensonge et le mythe engendrent l'irresponsabilité ou le sentiment qu'on n'est pas concerné. Alors chacun dit : si on faisait ceci, si on faisait cela. Qui on ? Je te confie ce message, je te donne cet examen, bon succès!

⁴ Nous traduisons "inda nini" (littéralement gros ventre) par corruption. De 1990 à 1994, le terme "Inda nini" a été beaucoup utilisé pour qualifier (ou mieux, disqualifier) les politiciens accusés d'être "vendus au FPR".

⁵ L'orateur fait référence aux notes prises par les journalistes qui l'accompagnent.

⁶ Il entend par là que la presse n'a pas tout retransmis.

Je voudrais revenir sur ces centres d'accueil. J'en ai aussi parlé hier. Le ministre Mugenzi l'a bien dit : les uns se réfugient dans les "blindés" ⁷ où ils sont exposés aux pluies, pendant que d'autres vont boire la bouillie de sorgho. Ces mots ne sont pas de la plaisanterie, n'allez pas imaginer que ce sont des mots en l'air.

Dans mon dernier message aux Rwandais du 17 avril, je leur ai demandé de bien comprendre l'importance de ces messages. Ce ne sont pas des mots ordinaires. Nous sommes en guerre. Le Premier ministre vous a dit que nous sommes en guerre. Le ministre Mugenzi vous a dit que nous sommes en guerre.

Jusqu'à ce jour par la grâce du Dieu du Rwanda, cette guerre ne s'est pas étendue jusqu'ici. Nous en entendons parler. Nous la connaissons par ouïe-dire ou par la radio. La guerre est une très mauvaise chose. Nous qui étions à Kigali ces derniers jours nous en savons quelque chose. La guerre est une très mauvaise chose. Cessez donc, cessez de vous amuser en disant : puisque Dieu nous a protégés jusqu'ici de la guerre, donnez-nous des gendarmes ! Ne vous amusez pas ! Protégez votre préfecture ! Que chaque bourgmestre prenne ses responsabilités ! Qu'il protège la commune dont il a la charge. Il a des collaborateurs que l'Etat lui a donnés, des conseillers, des membres de cellules. La question qui se posait au niveau de ces responsables de cellules, vous l'avez entendu, a été réglée ⁸.

Monsieur le Préfet... ne crois pas que tu viens au paradis, tu arrives à un mauvais moment. Approches-toi de tes bourgmestres, fais des réunions avec eux, demandes à chacun ce dont il a besoin, ce qui lui manque. Donne leur ce que tu peux donner. Pour le reste, vois si de leur côté, il n'y a pas de la paresse ou de l'inconscience. Dis leur qu'ils doivent donner leur propre contribution, qu'ils doivent arrêter de se conduire comme des irresponsables en disant: "faites, moi, je vous regarde faire".

Je pense mes frères de Butare, pardonnez moi parce que je n'ai pas l'habitude de parler comme cela avec une voix tendue, mais il est nécessaire que je parle ainsi à présent ... afin que les enseignements ou les messages que nous vous donnons ne soient pas considérés comme des paroles en l'air, ce sont des paroles très sérieuses parce que nous sommes en guerre. Qu'est-ce que cela veut dire ?

Cela veut dire qu'il faut découvrir qui sont ceux qui croient qu'ils ne sont pas concernés, les irresponsables ..., ils doivent nous laisser travailler. S'ils veulent nous regarder travailler, qu'ils aillent au loin, au lieu de rester cachés parmi nous. Celui qui se dit qu'il n'est pas concerné, celui qui a peur, qu'il cède la place : que ceux qui sont chargés de nous en débarrasser se pressent de le faire afin que d'autres bons travailleurs, qui souhaitent travailler pour leur pays, et il y en a, puissent le faire.

Ces traîtres qui sont allés s'initier au maniement des armes afin de venir nous exterminer, moi je ne les connais pas. Vous, vous les connaissez, que celui qui les connaît nous dise qui ils sont, qu'on nous en débarrasse!

Le Premier ministre vous l'a dit, cette guerre nous devons la faire et la gagner ! Nous devons la gagner parce que, comme il l'a dit, elle est la dernière. Et si elle est la dernière, faites votre choix à temps, pour éviter de nous épuiser inutilement et de perdre notre temps. Mais vous pouvez faire un meilleur choix, celle de gagner, et de gagner vite. Nous la gagnerons si vous nous débarrassez de ces irresponsables... Je m'adresse au gouvernement : cherchez les irresponsables, cherchez ces gens qui sont allés apprendre la manière de nous tuer, débarrassez-nous en, pour que le reste des Rwandais, qui ont un bon coeur, continuent à se battre jusqu'à la victoire. Je souhaite m'arrêter là..., j'arrête provisoirement parce que la guerre va durer encore quelque temps.

⁷ Blindé : ce terme signifiait des abris faits de feuilles plastiques pour les personnes déplacées au nord du Rwanda.

⁸ Il y avait effectivement des problèmes de salaire impayés. Il est possible que les gouvernements de transition dirigés par Nsengiyaremye et Uwilingiyimana aient refusé de payer des salaires à des gens qu'ils considéraient comme des propagandistes du MRND.

J'ai dit que nous allions examiner d'abord le comportement de chacun, je visais spécialement les gouvernants. Les membres du gouvernement - le Premier ministre est ici présent - nous travaillons ensemble constamment. C'est pour cela que je vous disais tout à l'heure que le fameux gouvernement divisionniste n'a rien à voir avec le nôtre, le nôtre est un gouvernement de salut public, nous sommes venus au secours ensemble, nous sommes venus défendre la même chose, nous poursuivons tous le même but, à savoir la victoire et la paix pour les Rwandais.

Nous ne sommes pas le "gouvernement de la radio", notre gouvernement ne gouvernera pas à travers la radio. Il s'approchera des populations. Il leur demandera ce qu'elles attendent de lui. Il vous dira ce qu'il attend de vous. Nos ministres ne nous gouverneront pas dans leurs bureaux avec les rideaux fermés et, devant la porte, une pancarte indiquant, "aujourd'hui je ne reçois pas". Nos ministres seront proches des populations. Il y aura des jours pour le travail de bureau et des jours pour rencontrer les populations. Les problèmes seront analysés en commun, et c'est ensemble qu'on trouvera des solutions.

A Kigali et dans tous les services, de mauvaises habitudes se sont installées. Quand tu téléphones et que tu demandes de parler à quelqu'un, on te répond qu'il est sorti ! Tu demandes un autre et on te dit qu'il est en réunion ! Tu demandes un autre, on te réponds qu'il est peut-être chez-lui. C'est une mauvaise habitude, dites le aux préposés au téléphone. Je m'adresse aux nouveaux ministres, les anciens le savent déjà. Que les nouveaux y fassent attention, et que cette mauvaise habitude soit éradiquée. Cacher un homme qui est là pour travailler..., que quelqu'un d'irresponsable qui ne sait pas ce qu'il fait, se permette de te cacher à un moment où un habitant qui vient du Cyangugu te demande ! Faites attention à ces pratiques et éradiquez les. Il y en a qui écrivent des notes : "je ne reçois pas", le "ministre accueille les mardi". Pourquoi ne peut-il pas recevoir tous les jours ? Lorsqu'il est présent, pourquoi ne peut-il pas recevoir ? N'est-ce pas pour cela que tu viens au bureau ? Je ne veux pas dire que tu devrais passer toute la journée dans d'interminables questions, mais les personnes que vous placez à l'accueil, commencez par voir si ce sont vraiment des personnes capables de travailler, ou s'il s'agit de petits malins qui sont venus travailler uniquement pour l'argent qu'ils ne méritent pas. Les gens de ce type sont parmi ceux qui nous combattent. Ils ne nous combattent pas avec des fusils, mais par leur manque d'intelligence qui compromet beaucoup de choses. C'est aussi un agresseur, il doit partir.

Je voudrais remercier..., le Premier ministre a félicité le préfet sortant, je voudrais moi aussi l'en féliciter. Il a fait beaucoup de bonnes choses dans la mesure de ses moyens. Personne n'est capable de tout faire, personne ne peut tout savoir, sauf Dieu. Mais chacun fait comme il peut. Nous le félicitons pour tout ce qu'il a pu réaliser et nous souhaitons qu'il s'acquitte aussi bien des missions qui lui seront proposées prochainement⁹. Mes frères, je voudrais qu'on arrête là les discours, mais je veux répéter mon souhait que vous nous écoutiez, que vous décodiez notre message tel qu'il est donné, que vous compreniez pourquoi nous parlons comme nous le faisons, analysez chaque mot, essayez de comprendre pourquoi il est utilisé comme ceci et non comme cela¹⁰.

Nous sommes en des temps qui sortent de l'ordinaire. Que les blagues, les amusements cèdent la place au travail. Lorsque nous aurons gagné cette guerre, lorsque les coeurs seront de nouveau en paix, vous pourrez de nouveau vous amuser. Mais maintenant, ce n'est pas le moment de s'amuser.

Que Dieu soit avec vous! (applaudissements)

⁹. Le "préfet sortant", Jean-Baptiste Habyarimana (sans lien de famille avec le Président Habyarimana), s'opposait aux massacres. Révoqué le 18 avril, il sera arrêté puis assassiné peu après. Il était le seul Préfet tutsi du pays.

¹⁰. En invitant la population à déchiffrer son message (en pesant chaque mot), le Président fait allusion au langage codé dont nul, au Rwanda, n'ignore la signification (voir, sur cette question, *Rwanda, les médias du génocide* - rédigé sous la direction de Jean-Pierre Chrétien, Editions Karthala). Ainsi le mot "travail" (gukora), qui revient fréquemment, est utilisé depuis les années 60 par les extrémistes pour inviter au massacre. Le Président dira plus tard qu'il n'a fait qu'appeler les populations au travail. Pour qui ne saurait pas de quoi il s'agit, quoi de plus normal ..?